



Élections 2023

# Position des partis politiques

par rapport aux thématiques soulevées  
dans le manifeste d'UNICEF Luxembourg

# Notre engagement pour les enfants et jeunes dans le cadre des élections législatives en date du 8 octobre 2023

Qu'il s'agisse de la protection de l'environnement, de la santé mentale ou de leur éducation, les enfants et les jeunes au Luxembourg ont beaucoup à perdre et à gagner. Bien qu'ils représentent près de 20 % de la population, les moins de 18 ans ne disposent pas encore du droit de vote. C'est pourquoi nous avons lancé une campagne de sensibilisation électorale dans le but de donner une voix aux enfants et aux jeunes : Vote pour chaque enfant.

A cet effet, nous avons préparé un manifeste qui appelle les partis politiques à faire de l'enfance une priorité et qui met en avant différentes thématiques, interdépendantes, touchant aux droits de l'enfant. Pour chacun de ces points, nous avons énuméré divers constats et émis plusieurs recommandations. Nous insistons d'emblée sur le fait que des actions efficaces ne pourront être menées en faveur des enfants qu'avec un travail concerté entre les différentes parties prenantes.

Dans ce cadre, il nous importe de connaître la position des partis politiques sur les différentes thématiques de notre manifeste pour que les électeurs puissent effectuer leur choix en toute connaissance de cause.

Ce document reprend les positions et propositions des **différents partis politiques**, actuellement **représentés à la Chambre des Députés**, en réponse à un questionnaire qui leur a été envoyé. Les partis sont **repris par ordre alphabétique** et toutes les **réponses ont été reprises** telles qu'elles nous ont été soumises, **sans avoir été changées, corrigées ou raccourcies**.



# Défendez-vous la mise en place d'une coordination intersectorielle droits de l'enfant impliquant les pouvoirs publics, la société civile et des enfants ?



Jo



Le CSV est pour une coordination intersectorielle en vue de la reconnaissance et de la mise en œuvre des droits de l'enfant à travers toutes les instances de l'Etat, à savoir entre les pouvoirs publics à tous les niveaux et entre ceux-ci et la société civile, en particulier pour les enfants et les jeunes. En effet, la plupart des ministères et autres organismes publics ou quasi-publics ont une influence importante sur la vie de nos enfants ainsi que sur l'exercice de leurs droits.



Jo



Pas de réponse



Nous partageons le constat de l'UNICEF que le gouvernement doit adopter une approche transversale pour garantir le respect des droits de l'enfant. Actuellement, cette veille

est assurée par le Service de l'aide à l'enfance et à la famille du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Si nous ne sommes pas fondamentalement opposés à l'introduction d'une coordination intersectorielle droits de l'enfant, nous préconisons toutefois de maintenir l'organisation actuelle, au moins dans un court terme. Ceci dit, nous sommes prêts à conduire une évaluation des structures et mesures en faveur des droits de l'enfant actuellement en place et à introduire des adaptations si nécessaires. Dans ce contexte, il existe déjà aujourd'hui le Plan d'action national 2022-2026 pour les droits de l'enfant. La coordination étant sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les mesures touchent cependant une pluralité de ministères qui y sont impliqués afin de mener le PAN au succès.

Tout comme l'UNICEF, le DP est d'avis que la collecte de données socio-démographiques sur la situation des jeunes au Luxembourg est importante, afin de formuler des politiques renseignées. Dans ce contexte, le DP estime que des efforts considérables ont été fait ces dernières années et il est ouvert intensifier les efforts.

Le DP apporte une grande importance à l'opinion des enfants et des jeunes et veut renforcer leur droit de parole dans le cadre de l'élaboration de nouvelles lois et politiques les concernant.

Dans ce contexte, il existe déjà aujourd'hui le Plan d'action national 2022-2026 pour les droits de l'enfant. La coordination étant sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les mesures touchent cependant une pluralité de ministères qui y sont impliqués afin de mener le PAN au succès.



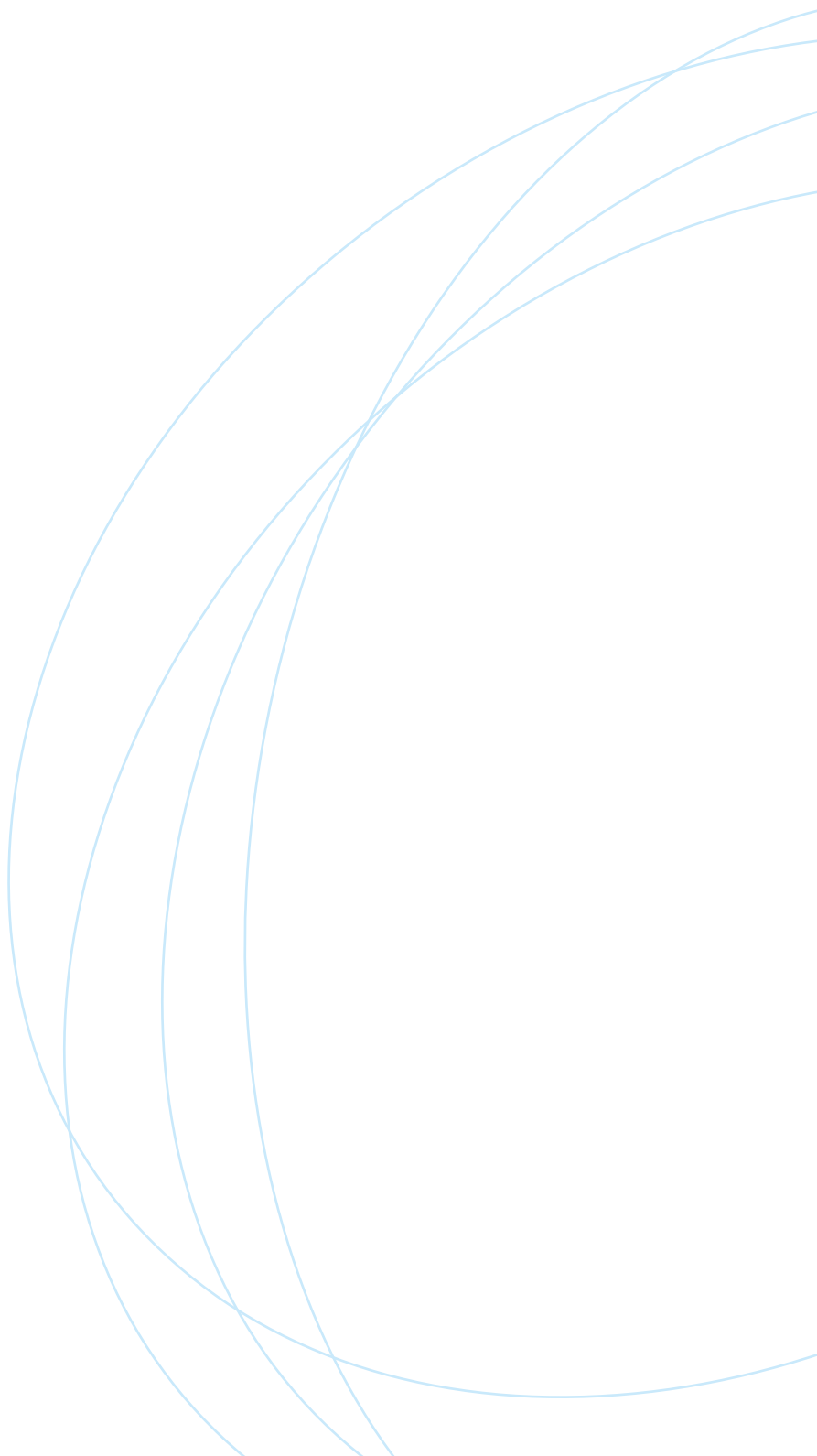
Oui, le LSAP trouve pertinent qu'un comité interministériel spécialisé sur les droits de l'enfants soit instauré afin de garantir que la perspective des enfants soit prise en considération dans toute les décisions politiques. Dans ce but, un tel comité assurerait également une communication étroite entre la société civile et l'État.



Absolument! Les jeunes d'aujourd'hui ainsi que les prochaines générations seront confrontées à de nombreux défis majeurs, comme p.ex. la santé mentale, des questions d'intégration d'enfants réfugiés. Similaire à l'approche proposée par notre parti dans d'autres domaines, nous supportons l'idée d'inclure toutes les parties prenantes lorsqu'il s'agit de trouver des solutions

aux défis sociétaux actuels. L'intégration des enfants dans la coordination intersectorielle nous semble également nécessaire et cohérente avec notre constitution qui, depuis le 1er juillet inclut l'article 15, paragraphe 5, qui dit entre autres que « Chaque enfant peut exprimer son opinion librement sur toute question qui le concerne ». Notre parti ne peut donc qu'encourager la promotion de la participation citoyenne ainsi que la valorisation des parties prenantes déjà existantes (comme p.ex. l'OKAJU).

Outre l'aspect de l'échange intersectoriel, nous sommes d'avis qu'une telle coordination permettrait de se rapprocher de la réalité du terrain au Luxembourg. En d'autres termes, une approche qui se limiterait aux conventions et observations établies par les Nations Unies ou l'Union européenne risque d'ignorer des spécificités des cas à observer au Luxembourg.



# Est-ce que vous allez vous engager pour améliorer la santé mentale et le bien-être des enfants ? Et si oui, comment ?



Mir als ADR fuerderen e Paradigmewiessel an der gesellschaftlecher Approche zum Kand: All Form vu Kannerbetreuung muss rëm em d'Bedierfnesser vun de Kanner an net em d'Interesse vun den Erwuessenen organiséiert ginn. Eng ze fréi an ze laang Friembetreiung wierkt sech negativ op d'Entwécklung an d'Wuelbefanne vun de Kanner aus. Dat betrëfft och eng Entwécklung, déi mir als ADR mat grousser Suerg verfolge: Ëmmer méi Kanner a Jugendlecher gi vun hiren Eltere getrennt a wuessen an Heemer op. Dobäi hu mir den Androck, datt dës Heemer net ëmmer op eng transparent Aart a Weis kontrolléiert ginn an datt et doduerch onkloer ass, ob d'Kanner do sécher an optimal versuergt sinn an ob dës Aarrichtungen de rechtlechen Standarden a beschte Praktiken entsprechen. Mir fuerderen dofir, datt d'Parlament en externen Audit zu dësem Thema ufreet, dee sech mat Aspekter wéi Qualitéit vum Ënnerdaach, Ernierung, medezinesch Versuergung, psychosozial Ënnerstützung, Erfëllung vun individuelle Bedierfnesser vun de Kanner, Matwierkung vun de Kanner bei der Gestaltung vun de Kannerheemer beschäftegt; mir wëllen och, datt den zoustännege Ministère eng objektiv Laangzäitstudie duerchféiere léisst, déi sech mat der Fro beschäftegt, wéi Mënschen, déi an Heemer opgewuess sinn bzw. en Deel

vun hiren Kandheet/Jugend do verbruecht hunn, an hirem spéidere Liewen (Ausbildung, Beruff, Stot...) zerechtkomm sinn; schliisslech wëlle mir, datt dës Heemer vun enger permanenter externer an onofhängeger Instanz kontrolléiert ginn.



Le bien-être de nos enfants est au cœur de la politique familiale du CSV. Nos enfants ont besoin de soins, d'attention et de repos. La santé mentale, tout comme le bien-être ont toujours été et restent des sujets importants pour notre parti. Les 2 sujets ont souvent été abordés par nos députés lors des débats à la Chambre des Députés. Nous y avons souligné à plusieurs reprises l'importance de préserver et de renforcer le bien-être et la santé mentale des enfants et des jeunes. En effet, nous nous engageons à veiller à ce que la santé mentale des enfants et des jeunes soit protégée et prise au sérieux. Ainsi, le CSV soutiendra l'exercice et le sport dès le plus jeune âge. L'importance des sports scolaires doit être renforcée. Le sport doit déjà commencer dans les structures d'accueil. Nous élargirons les points de contact existants pour les jeunes ayant des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie. Avec des places de thérapie supplémentaires. Nous améliorerons et élargirons les soins de longue durée pour les jeunes atteints de maladie mentale. Avec un

mélange d'offres composées de logements supervisés et autonomes, de studios thérapeutiques et d'accès au marché du travail. Nous établirons un cadre général pour la santé mentale des adolescents. De cette façon, les signes de maladie mentale devraient être reconnus plus rapidement. De plus, nous reconnaissons l'importance pour le bien-être et le développement des enfants de passer du temps dans leurs familles. C'est pour cette raison que nous nous engageons à introduire la possibilité d'heures parentales hebdomadaires (« Eltere-Stonnen ») pour tous les parents d'enfants âgés de 4 à 10 ans. Le CSV améliorera également la qualité des structures d'accueil des enfants. Nous allons augmenter le nombre d'éducateurs. Pour avoir plus de temps à consacrer à nos enfants. En outre, le CSV abordera la santé mentale ainsi que le bien-être de manière proactive en lançant un plan d'action national pour le maintien et la promotion de la santé mentale. Nous mettrons en place un « comité de pilotage » comme bureau de coordination. Avec une approche participative. Nous ferons campagne pour une chaîne d'approvisionnement décentralisée en psychiatrie. Nous reconnaitrons le psychologue comme une profession de la santé. Les rendez-vous avec les psychologues seront remboursés en conséquence.



D'Bekämpfung vun der Stigmatiséierung an de Virurteeler géigeniwwer vu mentale Krankheeten ass fir déi gréng eng elementar Aufgab. Mir müssen als Gesellschaft offensiv a konstruktiv mat Krankheitsbiller ëmgoe kennen a sécherstellen datt keen sech fir seng Krankheet schummen oder sech verstoppe muss. Generell soll d'Thema vum „mental load“ méi thematiséiert ginn an spezifesch Kanner solle scho fréi fir dat Thema sensibiliséiert ginn. Zum Beispill wëllen déi gréng déi stationär an ambulant psychiatresch Offer fir Kanner a Jugendlecher a sämtleche Regiounen vum Land ausbauen an dofir suergen datt genuch spezialiséiert Therapieplazen geschaaft ginn. Dës Offere sollen enk vernetzt si mat de Schoulen an dem Ëmfeld vun de Kanner.

---

## déi Lénk

Pas de réponse

---



Pour le DP, la santé mentale constitue un pilier fondamental d'une vie épanouie et saine. La pandémie Covid-19 a sans équivoque remis en évidence l'importance du bien-être mentale, et a suscité une nouvelle prise de conscience pour la santé psychique. Sachant que pour les personnes souffrant d'une maladie mentale, les conséquences de cette dernière peuvent avoir de graves répercussions sur leur quotidien et leur vie en générale, le Luxembourg a élaboré un Plan national santé mentale (PNSM) pour la période 2024-2028. Dans notre opinion, l'école joue un rôle important en matière de prévention et de sensibilisation.

Cette année, nous avons voté une loi prévoyant la création d'un département éducatif et psycho-social dans chaque lycée qui permettra une meilleure coordination des différents services et de garantir une prise en charge holistique des élèves. Le bien-être des enfants et des jeunes est au centre de nos politiques d'éducation formelle et non-formelle. C'est ainsi que le DP va généraliser l'offre de cours de détection de la souffrance psychique dans l'ensemble des écoles publiques au Luxembourg et améliorer encore davantage la qualité de l'offre des structures d'éducation et d'accueil, notamment en augmentant le nombre d'éducateurs qualifiés et en adaptant les infrastructures aux besoins des enfants (espaces de repos, ...). En matière de traitement, nous voulons développer des services ambulatoires de pédopsychiatrie en créant des centres de consultation régionaux, extra-hospitaliers et multidisciplinaires afin de garantir une prise en charge holistique, rapide et adaptée aux besoins des jeunes.



Le LSAP s'engage à poursuivre ses efforts concernant la santé mentale et le bien-être des enfants. D'une part, le plan national santé mentale (PNSM) comprend plusieurs mesures qui visent l'amélioration de la santé mentale des enfants et des adolescents, notamment - le renforcement des formations continues sur la thématique de la santé mentale pour les professionnels autres que du domaine des soins de santé mentale, à savoir le personnel scolaire et le personnel socio-éducatif dans les institutions pour enfants et jeunes et dans les institutions pour mineurs non accompagnés, - le renforcement des programmes spécifiques

de promotion de la santé et de prévention - l'amélioration de la détection précoce des difficultés psychologiques dans la vie des jeunes enfants, des adolescents et des familles, et de leur impact sur la santé et leur développement ainsi que la promotion d'une intervention précoce dans ce domaine - mise en œuvre d'un protocole qui favorise une continuité efficace des soins entre la pédopsychiatrie et la psychiatrie lors de la transition de l'adolescence à l'âge adulte - la prévention des troubles liés à la dépendance - la promotion des offres spécifiquement destinées aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spécifiques - l'élargissement de l'offre de soins et simplification de l'accès - l'augmentation de la capacité d'offres de logements thérapeutiques au Luxembourg.

De plus, dans le calendrier de mise en œuvre du PNSM, les mesures sur la santé mentale des enfants et des adolescents sont considérées comme prioritaires. D'ailleurs, le LSAP préconise également la création d'une maison de répit pour enfants et adolescents en soins palliatifs. Cet endroit permettra d'apporter un soutien tant médical que psychologique aux enfants gravement malades ainsi qu'à leur entourage. D'autre part, LSAP préconise la mise en place d'équipes multidisciplinaires présentes dans les écoles. Elles agiront de manière préventive et réactive afin d'améliorer le bien-être de tous les enfants à longue durée. En tant que membre de l'équipe multidisciplinaire, un psychologue sera en contact informel régulier avec les enfants afin de diminuer la réticence de contact. De manière générale, le LSAP veut mettre le bien-être des enfants et des jeunes au centre de la politique de l'éducation.





Oui, la santé mentale des enfants et des jeunes doit être considérablement améliorée. Les écoles ont déjà des points de contact où les enfants et les jeunes peuvent se rendre avec leurs problèmes. Malheureusement, il est déjà arrivé dans le passé que des informations privées s'en échappent, de sorte que de nombreux étudiants ont perdu confiance dans ces points de contact. Il faut veiller à ce que des informations privées ne sortent pas de là. En outre, des offres telles que le Kanner-Jugendtelefon doivent recevoir plus de moyens. Les centres jeunesse sont aussi des points de contact fréquents pour les jeunes, c'est pourquoi il faut y embaucher plus de personnel éducatif afin d'assurer la meilleure prise en charge possible. Des améliorations sont également nécessaires dans le secteur de la santé. Pour un grand nombre de problèmes, il est nécessaire que les enfants et les jeunes soient traités par des experts de diverses disciplines, qui ne travaillent souvent que dans leur propre domaine. C'est pourquoi les pirates demandent plusieurs sites multidisciplinaires répartis dans tout le pays, où des médecins et des experts de différents domaines spécialisés peuvent travailler sous un même toit et, si nécessaire, travailler en étroite collaboration sur le traitement.

# Quelles mesures allez-vous prendre pour mieux protéger les enfants de la violence ?



- Kampf géint Bandekriminalitéit : "Happy Slapping" an änlech Phänomener si leider eng Realitéit zu Lëtzebuerg.

Mir hunn a leschter Zäit ëmmer méi dacks brutal Attacke vu Jugendlecher op aner Leit, dacks och Kanner a Jugendlecher, gesinn. Esou Mësshandlungen, déi mam Handy gefilmt goufen, sinn dono duerch d'Netz kurséiert. D'Affer trauen sech an deene meeschte Fäll net, hir Täter ze denoncéieren. Dofir ass et um Staat, fir elo sou séier wéi méiglech ze reagéieren, fir datt mir net weiderhi müssen Dag fir Dag mat ukucken, wéi gewalttätteg Hallefstaarker onschëlleg Schüler brutaliséieren an, wat grad sou schlëmm ass: humiliéieren. Mir däerfen eis net wonneren, wann eis Kanner a Jugendlecher sech iergendwann net méi trauen, eleng anzwuersch hinzegoen, oder wann se iergend wéini Angscht hunn, fir iwwehaapt nach an d'Schoul ze goen, well se wëssen: d'Täter kommen an deene meeschte Fäll ongestrooft dervun. Dofir ass et och net de Moment, fir et gesetzlech ëmmer méi schwéier ze maachen, kriminell Jugendlecher zur Rechenschaft ze zéien. Mir als ADR wäerten derfir suergen, datt déi gewaltbereet Jugendbanden erkennen, datt et sech fir si net lount, aner Kanner a Jugendlecher ze mësshandelen, well de Staat net mat sech spaasse léisst.

- Kampf géint Sextourismus:

Besonnesch an der Vakanzesaison reese vill Mënschen a Länner, wou Kannerprostitutioun, Mënschenhandel a Sextourismus un der Dagesuerdnung sinn. Haaptsächlech Länner a Südostasien an Afrika sinn dovu betraff, mee de Problem fänkt dacks schonn a verschiddenen europäesche Länner un, a vill Fluchgesellschaften si sech bewosst, datt si och Kannerschänner un hiert Zil bréngen, mee kënnen näischt dogéint maachen, ausser vläicht Videoclippet am Flieger oder am Flughafen weisen, wou op dese Problem opmierksam gemaach gëtt. Wee sech am Ausland u Kanner vergräift, dee kann zwar hei zu Lëtzebuerg verurteilt ginn. Mee et kënnt ganz seelen zu Prozesser.



Nous prendrons des mesures systématiques contre l'intimidation, la cyberintimidation et la violence. Avec des programmes spécifiques de prévention et d'intervention.



Fir déi gréng ass et eng absolut Prioritéit datt een alles dofir maache muss fir datt kee Kand Opfer vu Gewalt gëtt. Dozou

gehéiert datt een zesumme mat den Acteuren déi op der Thematik schaffe Campagnë mécht fir d'Gesellschaft zu deem Thema ze sensibiliséieren an déi richteg Kontaktstell kommunizéiert un déi een sech als betraffe Kanner a Famill wende kann. Och müssen zum Beispill d'Schoul an d'Betreiungspersonal verstärkt op Themen ewéi Gewaltpreventioun sensibiliséiert ginn, dëst zum Beispill am Kader vun Aus- a Weiderbildungen. Och am Internet si Kanner Gewalt ausgesat, sief et duerch Cyber Mobbing, Hate speech oder sexualiséierter Gewalt. Dës Forme vu Gewalt musse verstärkt thematiséiert a bekämpft ginn. Am Beräich vun der sexueller Gewalt, hu mir mat engem neie Gesetz dofir gesuergt datt Kanner an Zukunft besser geschützt sinn am Fall vu sexuellem Mëssbrauch (on- oder offline), andeems eng däitlech Verschäerfung vun de Strofe fir dës Verbrächen duerchgesat goufen an andeems ënnert anerem d'Verjährungsfrist bei Vergewaltigung vu Mannerjärege komplett verschwënnt.

## déi Lénk

Pas de réponse



Le DP a légiféré pour que chaque institution travaillant avec des enfants et des jeunes se dote



de procédures claires afin de prévenir le harcèlement, les abus et autres formes de violence et d'oppression. C'est pourquoi le concept de Child Protection Officer est introduit dans les écoles secondaires. Il s'agit de collaborateurs formés qui sont à la disposition des élèves en tant que personnes de confiance et qui peuvent les aider à se protéger et à faire valoir leurs droits.

Le DP se prononce en outre pour la poursuite et la répression systématique de la haine sur Internet. Nous prendrons des mesures ciblées (augmentation des ressources d'investigation, collaboration étroite avec les acteurs concernés,...) pour renforcer les instruments juridiques contre le discours de haine, la discrimination et les autres formes de harcèlement en ligne. Nous voulons créer un environnement numérique sûr et respectueux, en particulier pour les jeunes. Nous allons également mener à bien la réforme de la protection des mineurs, qui se trouve dans la procédure législative.

**LSAP**

Le LSAP défend le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, ancré en tant que tel dans la Constitution révisée, dans toutes les décisions politiques et judiciaires. Ainsi, la protection des victimes mineures doit être une priorité absolue. Le LSAP est d'avis que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les décisions politiques et judiciaires s'applique à tous les enfants, y compris les demandeurs de protection internationale. En ce qui concerne la violence domestique, LSAP s'engage à augmenter les capacités d'accueil pour toutes les personnes affectées en besoin. De même, nous voulons améliorer la prise en charge matérielle et psychologique.



En matière de violence, il faut faire la distinction entre la violence entre enfants et la violence appliquée aux enfants par des adultes. Lorsqu'il s'agit de violence entre enfants ou par des enfants, il existe différentes approches. Premièrement, il faut faire plus de travail de sensibilisation et les enfants et les jeunes qui sont confrontés à des problèmes majeurs doivent être pris en charge plus rapidement. La violence ne doit pas servir d'exécutoire à d'autres problèmes, comme les problèmes de santé mentale. La violence peut donc être prévenue directement grâce à une meilleure prise en charge. Mais cela signifie aussi que les enfants qui réagissent souvent violemment aux problèmes doivent être retirés plus rapidement d'une classe. Ces enfants doivent être pris en charge séparément par une équipe d'experts à la fois dans les écoles et en dehors de l'école afin de protéger les autres enfants, le personnel scolaire et les enseignants. Pour que cela soit possible, il faut agir plus rapidement. Il y a aujourd'hui trop de pénibilités administratives, si bien que le personnel enseignant notamment se retrouve souvent seul avec ces enfants pendant des mois sans maîtriser la situation. Ce n'est que lorsque les problèmes de l'enfant se sont améliorés et que tout le monde est en sécurité que l'enfant doit être réintégré dans les classes ordinaires.

En cas de violence d'adultes à l'encontre d'enfants, le cadre juridique doit être modifié. Les enfants exposés à la violence domestique doivent être retirés plus rapidement de cet environnement nocif et dangereux. Cependant, il doit y avoir suffisamment de structures pour cela. Actuellement,

cependant, il y a un manque évident de familles d'accueils. Les parents nourriciers, en particulier, permettent aux enfants de connaître une vie de famille normale. Au Luxembourg, cependant, les enfants sont souvent hébergés dans des foyers. Ce n'est pas l'endroit idéal pour les enfants et ne doit être utilisé qu'en dernier recours.

# Que proposez-vous concrètement pour garantir le droit à un environnement propre, sain et durable pour chaque enfant ?



Fir d'ADR ass et natierlech wichteg datt iwverall sécher a propper Spill- a Sportplaze fir Kanner a Jonker ze fanne sinn. Och esou Projeten ewéi z.B. eng Vakanz um Bauerenhaff oder soss an der Natur sinn Iddien déi mir gär ennerstëtzen.

Wat allgemeng Ëmweltpolitik ugeet, déi och natierlech fir d'Kanner gutt ass, zitëiere mir hei en Auszich aus eisem Walprogramm:

Fir eis ass d'Erhale vun engem intaktem Ökosystem eng politesch Verflichtung. D'ADR suergt fir méi Gréngs an den Uertschaften, an de Stroossen an op öffentleche Plazen. Bestoend Gréngflächen ewéi Hecken, Beem oder och Waasserleef mussen an d'Planifikatioun vun neie Bauprojeten a Siidlungen integréiert ginn. Wa Stroossen erneiert ginn an Immobilie renovéiert, muss gepréift ginn, ob a wéi eng Begréngung hei méiglech wier. Dat géllt ganz besonnesch bei staark verdichte Plazen oder Quartieren. Et sinn net ëmmer grouss Gréngflächen néideg. Och en Netz vu ville kleng begréngte Flächen, esou wéi «Pocket Parks» kënnen fir e groussen Ënnerscheid suergen. D'ADR wäert drop halen, datt d'Gréngflächen esouwäit ewéi méiglech matenee vernetzt ginn, dëst och iwvert d'Uertschaften eraus, well doduerch Biotope fir vill Déieren a Planzen entstoe kënnen. Dozou brauch den urbane Raum Gréngfläche mat Beem, déi och méi laang

ouni Reen auskommen, natierleche Schiet spenden an zum Héichwaasserschutz bäidroen. D'Natur kann a soll op eng virdeelhaft an effikass Manéier an de Stied an Dierfer integréiert ginn. Bei der richteger Uluecht kann d'Begréngen hei eng effikass Hëllef si géint Hëtzt an Héichwaasser. Gréngfläche gi bei Wäitem net esou waarm ewéi schwaarzen Asphalt, deen d'Hëtzt fërmlech opsaugt. D'Beem geheie Schiet a killen d'Loft duerch d'Verdonstung of, ausserdeem verbessern si d'Loftqualität. Dozou kënn, datt Gréngflächen d'Reewaasser opfänken, a si reduzéieren doduerch den Iwwerschwemmungsrisiko

D'ADR wäert d'Parkplaze ganz sécher net ofschafen oder reduzéieren. Allerdéngs wäerte mir dofir suergen, datt de Buedem fir nei Parkplazen net méi versigelt gëtt an d'Autoen op Rasengitter parken. Mir wäerten och kucken, fir en Deel vu bestoende Parkplazen ze entsigelen an och do e Rasengitter unzeleeën. Domat kann trotz Parking d'Reewaasser an de Buedem sickeren an de Buedem gëtt och net esou waarm, wouduerch d'Belaaschtung duerch d'Hëtzt verringert gëtt.

Industriezone kéinte konsequent ofgegrenzt gi mat engem grénge Kader bestoend aus heemesche Beem, Traisch an Hecken. An deem Sënn sollen d'Gemenge geziilt Betriber an esou Industriezone fir naturno Gréngfläche sensibiliséieren a si iwvert eng gratis fachmännesch

Berodung dozou encouragéieren an ennerstëtzen.

Méi Gréngs an de Stied hëlleft och gutt fir d'Konsequenze vu Wiederextremer ze reduzéieren. Onversigelt a begréngte Flächen, Beem, natierlech Baachleef a Kullangen, begréngten Diecher fänken d'Reewaasser op an halen et zeréck. Do versickert a verdonst et da lues, a während deem gëtt d'Ëmgéigend ofgekillt, Grondwaasserreserve ginn opgefëllt an d'Kanalisioun gëtt och nach entlaascht. Esou kënnen d'Follege vu staarkem Reen ofgeschwächt an den Iwwerschwemmungen entgéintgewierkt ginn.



Nous soutenons les objectifs climatiques de l'accord de Paris et souhaitons limiter au maximum le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C. De plus, notre parti défend le développement des énergies renouvelables. Nous défendons l'abolition des systèmes de chauffage à base de combustibles fossiles et la rénovation des bâtiments pour augmenter l'efficacité énergétique - moins de conditions météorologiques extrêmes (par exemple moins d'inondations ou de chaleur), ce qui rend ensuite notre environnement plus vivable. Nous défendons également une économie circulaire efficace qui évite le gaspillage - moins de plastique et de substances dangereuses dans l'environnement. Finalement,

nous misons sur les technologies d'avenir telles que l'hydrogène et nous nous engageons à faire de la neutralité climatique un objectif national.



Fir déi gréng stellt de Schutz vun onser Ëmwelt déi gréisst Erausforderung duer, déi op eis Mënschen duerkënnt. Mir musse sécherstellen datt mir an de nächste Jore Klima an Ëmweltschutz op der nationaler an op globalem Niveau weiderbréngen an als absolut Prioritéit unerkennen. Mir brauchen eng Politik déi eis natierlech Liewensgrundlagen nohalteg schützt an dofir suerget datt och nach eis zukünfteg Generatiounen an engem liewenswäerte Lëtzebuerg liewe kënnen. Dozou gehéiert virun allem datt mer eis Naturräim an Aartevillfalt erhalen, eng pestizidfräi Zukunft erméiglechen, eist Waasser schützen, Loftverschmutzung bekämpfen, d'Kreeslafwirtschaft fërderen, eis Mobilitéit an eisen Energiemix dekarboniséieren a Moosnamen ergräife fir eis un de Klimawandel unzepassen.

## déli Lénk

Pas de réponse



Pour le DP, la lutte contre le changement climatique est une priorité absolue. Il nous importe de laisser aux prochaines générations une planète où il fera bon vivre. Pour nous, une qualité de vie élevée va de pair avec une forte protection de l'environnement, la préservation conséquente de la biodiversité et une gestion durable de nos ressources naturelles. En créant

le Conseil citoyen pour le climat (« Klimabiergerrot »), nous avons activement impliqué la société dans l'élaboration du « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat 2021-2030 (PNEC) ». À notre avis, la protection du climat ne peut réussir que si tous les citoyens sont impliqués et si la politique soutient les gens dans l'adoption d'alternatives écologiques en créant des aides et incitations (financières). Nous veillerons à ce que chaque citoyen et chaque citoyenne puisse se permettre un mode de vie écologique, quelle que soit leur situation financière.

À l'avenir, le DP va accélérer la transition énergétique par des investissements massifs dans l'énergie éolienne et solaire au Luxembourg, afin de réduire nos émissions et notre dépendance de producteurs d'énergie étrangers. Nous proposons entre autres une obligation d'installer des panneaux solaires sur chaque nouvel immeuble d'habitation et l'extension de nos parcs éoliens. Nous visons à atteindre la neutralité climatique de tous les bâtiments publics jusqu'en 2040. Dans ce contexte, le DP s'oppose contre la construction de centrales nucléaires nouvelles et, dans l'intérêt de la sécurité nationale, s'engage à ce que la centrale nucléaire de Cattenom ferme ses portes dans les meilleurs délais. Comme les situations météorologiques extrêmes deviennent de plus en plus fréquentes au Luxembourg, il est indispensable de renforcer la résilience de l'homme et de la nature en mettant en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique. Voici pourquoi nous voulons renforcer la protection contre les inondations et promouvoir la renaturation des cours d'eau.

Par ailleurs, le DP va renforcer les mesures de sensibilisation sur le réchauffement climatique destinées au grand public et plus spécifiquement aux enfants et aux jeunes. Nous allons inclure

l'éducation au développement durable (EDD) dans le programme scolaire des écoles primaires et secondaires afin que les élèves adoptent le plus tôt possible une attitude responsable vis-à-vis de l'environnement et des ressources naturelles.

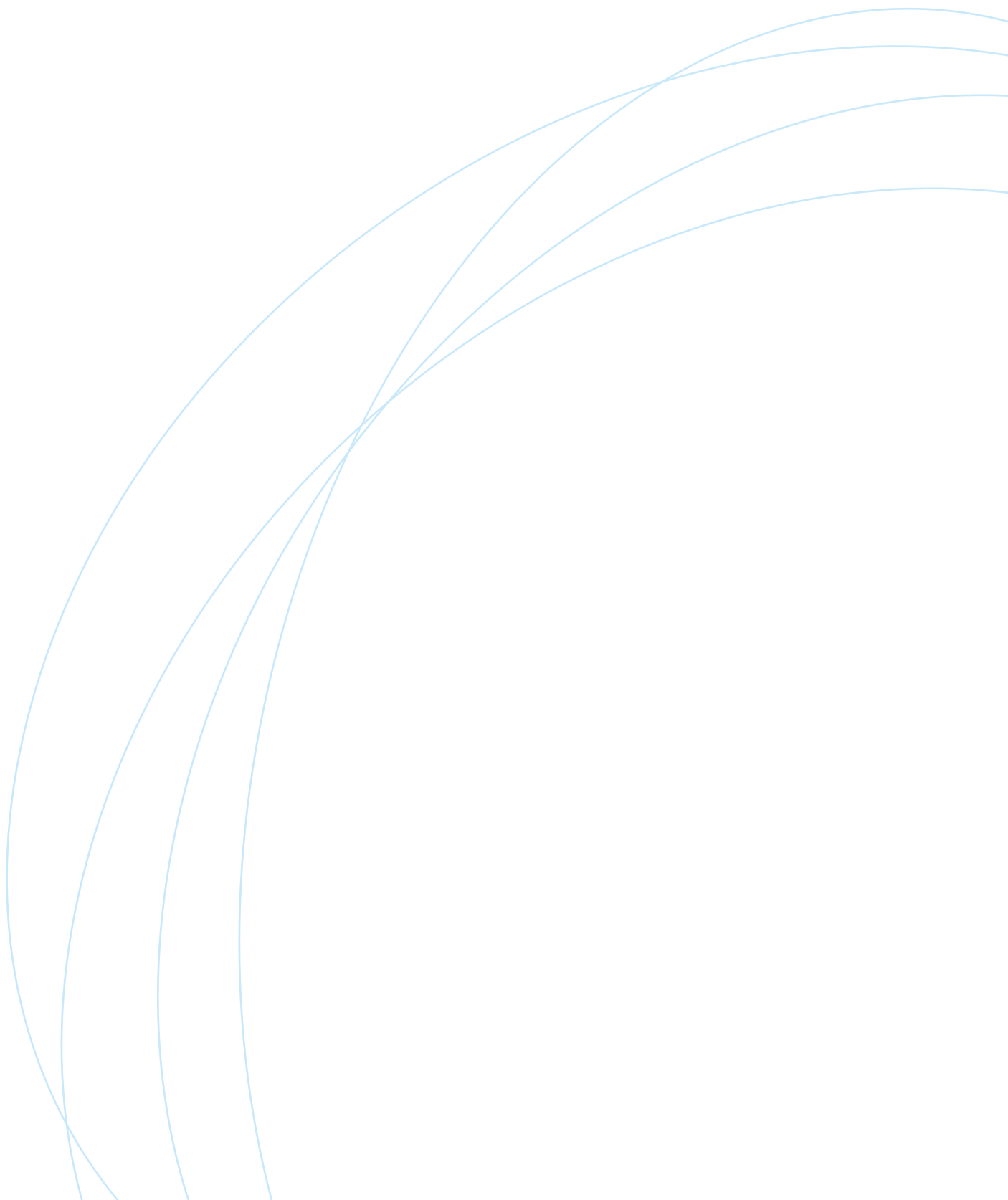


A côté des mesures pour la préservation de notre environnement suggérées dans son programme pour les élections législatives 2023, le LSAP préconise l'éducation environnementale comme dimension transversale de l'éducation nationale. L'accès aux informations sur notre planète, notre environnement et le changement climatique. Dans ce but, le LSAP est aussi en faveur de la publication d'informations des pouvoirs publics en langage facile dans les limites du possible et en tenant compte de la complexité de certains concepts et phénomènes naturels. L'accès aux informations constitue une condition requise pour la prise de conscience écologique et la participation citoyenne.



Un aspect de cet environnement concerne clairement la résolution de la crise climatique : il faut que nous luttons aujourd'hui pour que nos enfants se retrouvent dans un monde avec au moins les mêmes opportunités de vie que nous avons aujourd'hui. Dans un contexte global, c'est notre devoir envers de tous les enfants sur notre planète, surtout dans des régions qui sont exposés dramatiquement aux conséquences du réchauffement climatique. Freiner le réchauffement et ses conséquences présuppose

que plus de moyens financiers soient mis à disposition pour des projets qui réduisent les émissions des gazes à effet de serre et qui stimulent, en outre, le maintien de la biodiversité et de la résilience de nos ressources environnementales. Il s'agit d'un défi local et global et il existe donc une panoplie de mesures que le Luxembourg peut réaliser ici tant que dans le reste du monde.



# Comment allez-vous améliorer l'égalité des chances à l'école ?



D'Chancenongläichheet fänkt net eréischt an der Schoul un, mee ass allgemeng e gesellschaftleche Problem, dee leider dacks an der Schoul reproduzéiert gëtt. Gläichheet gëtt et net an der Gesellschaft, an deemno kann d'Schoul och hei nëmme begrenzt wierken. Nach ëmmer ass et esou, dass d'Famill eng wäitass méi grouss Roll spillt fir d'Entwécklung vum Kand wéi d'Schoul. D'Schoul muss awer den Usproch hu gerecht ze sinn, an deemno keng Schüler ze bevirdeelegen oder ze benodeelegen, an d'Schoul muss all Schüler sou wäit wéi méiglech fërderen. Mir wëllen hei zwee Punkten ervirhiewen: éischtens sollt an de Crèchë méi op d'Lëtzebuerger Sprooch gepocht ginn, fir esou den auslännesche Kanner e bessere sproochlechen Iwwergang an d'Schoul ze erméiglechen. Zweetens sollte grad bei de sozial schwache Schüler méi finanziell Mëttelen agesat ginn.



Le CSV mettra en place une véritable aide aux devoirs pour chaque enfant. Une aide aux devoirs qui soutient pédagogiquement les enfants, au lieu d'une simple surveillance.



déi gréng sti fir eng fair a staark ganzheetlech, leeschtungsfäeg, inklusiv an öffentlech Bildungslandschaft fir all Kand. Mir müssen dofir suergen datt all Kand seng Potentialer entfale kann egal vu wou et kënt an egal wou et a Lëtzebuerg leeft. Elteren a Familljen, Schoulen an déi non-formal Bildung an de Betreuungsstrukturen a Veräiner spillen hei och eng wichteg Roll a müssen entsprechend ënnerstëtzt an openeen ofgestëmmt ginn. Dofir sollen zum Beispill d'Sproochekueren nei gestalt gi fir Kanner méi Chancégerechtegkeet ze bidden an der Diversitéit vun onser Bevëlkerung Rechnung droen. Och wëlle mir déi bestoend Schoulsystemer uneneen eruféiere fir ze vermeiden datt eng Zwou-Klassen-Bildungslandschaft zu Lëtzebuerg entsteet. Op Konzepter ewéi Teamteaching a kompetenzorientéiert Kuere soll ausserdeem e méi grouss Fokus gesat ginn. Wesentlech Viraussetzungen fir den Erfolleg vun den néidege Reforme sinn eiser Meenung no eng oppen a proaktiv Abannung vun der ganzer Bildungsgemeinschaft, eng héichwäerteg Aus- a Weiterbildung vum gesamte Léierpersonal, an d'Orientéierung un de Kannerrechter als ieweschte Moossstaf bei allen Entscheidungen.

## déi Lénk

Pas de réponse



Au cours des deux dernières législatures le gouvernement luxembourgeois a fait de nombreux efforts pour lutter contre les inégalités scolaires. Notre système éducatif comprend aujourd'hui des établissements scolaires adaptés à la diversité des élèves, à leurs attentes et à leurs besoins. Surtout la diversification de l'offre scolaire en terme linguistique a contribué à une amélioration des chances de réussite des élèves.

L'ouverture de 6 écoles internationales publiques, l'éducation plurilingue dans les structures d'éducation et d'accueil, ainsi que le projet pilote d'une alphabétisation en français permettent aux enfants non-luxembourgeois d'avoir de meilleures chances de réussite dans les écoles publiques. Avec la gratuité des manuels scolaires, des structures d'éducation et d'accueil, des repas dans les cantines scolaires et l'introduction de l'aide aux devoirs à domicile, le DP a renforcé l'égalité des chances à l'école en assurant que chaque enfant ait accès à une éducation formelle et non-formelle de qualité, indépendamment de sa situation socio-économique.

À l'avenir, le DP ouvrira de nouvelles écoles internationales publiques surtout au centre et



au sud du pays. Par ailleurs, nous allons généraliser et offrir le choix de l'alphabétisation en français dans toutes les écoles primaires, tout en promouvant l'apprentissage de la langue luxembourgeoise.

Avec la création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA) nous nous sommes engagés à améliorer la prise en charge des élèves nouvellement arrivés et à faciliter leur intégration dans une classe régulière. Nous allons évidemment évaluer le nouveau dispositif dans un temps utile.

Le DP va mettre en œuvre la réforme de l'obligation scolaire en proposant des concepts de scolarisation alternatifs aux élèves en risque de décrochage ainsi qu'aux jeunes désirant reprendre leur parcours scolaire. L'extension des Centres d'Insertion Professionnelle (CISP) sera une de nos mesures.

Depuis 2017 le gouvernement a renforcé le dispositif d'assistance aux élèves à besoins spécifiques. Afin d'améliorer la prise en charge de ces élèves, le DP investira davantage dans le recrutement d'instituteurs et d'assistants pour élèves à besoins spécifiques ((I-EBS et A-EBS).

**LSAP**

L'éducation est indispensable à la mobilité sociale et à l'égalité des opportunités, des caractéristiques indispensables à chaque démocratie. C'est pourquoi notre système éducatif doit créer l'égalité des chances et permettre à chaque enfant le parcours scolaire qui lui convient. Par conséquent, le LSAP veut revaloriser l'orientation. Les élèves doivent connaître les différents choix et les différentes perspectives que le paysage scolaire offre avec les divers

lycées, filières et sections. De manière générale, le LSAP veut affiner le programme scolaire, adapter l'enseignement des langues à la réalité et mettre l'accent sur des questions socialement pertinentes telles que la digitalisation, le changement climatique ou la santé (mentale). Nous préconisons une limitation du volume des programmes obligatoires, qui seront complétés par des contenus facultatifs ainsi que des cours d'appui et un enseignement individualisé.

Pour de nombreux enfants et jeunes, les exigences linguistiques du système scolaire luxembourgeois représentent un obstacle majeur dans leur parcours scolaire. C'est pourquoi l'enseignement des langues doit être repensé, dans la perspective des trois langues scolaires. Une piste importante est – en plus de l'éducation précoce des jeunes enfants en français – également l'initiation à la langue allemande. Le luxembourgeois doit continuer de servir comme langue d'intégration. Selon les résultats des évaluations du projet pilote d'alphabétisation en français, le LSAP veut généraliser l'offre de l'alphabétisation française, à côté de l'alphabétisation en langue allemande, pour toutes les écoles publiques – à condition que suffisamment de personnel soit disponible pour sa réalisation. Par ailleurs, le LSAP prône une aide aux devoirs de qualité. Le LSAP souhaite investir davantage de ressources dans l'éducation préscolaire et la petite enfance. Cela comprend plus de ressources en personnel, comme, par exemple, un deuxième intervenant dans le préscolaire et un ratio de personnel plus élevé dans les SEA. Le LSAP veut lancer un projet pilote pour planifier la répartition des ressources rendues disponibles par l'indice social de manière plus ciblée au

sein des communes. De cette manière, les écoles comptant plus d'élèves issus de milieux défavorisés devraient se voir systématiquement allouer davantage de ressources dans le cadre d'un concept pédagogique.

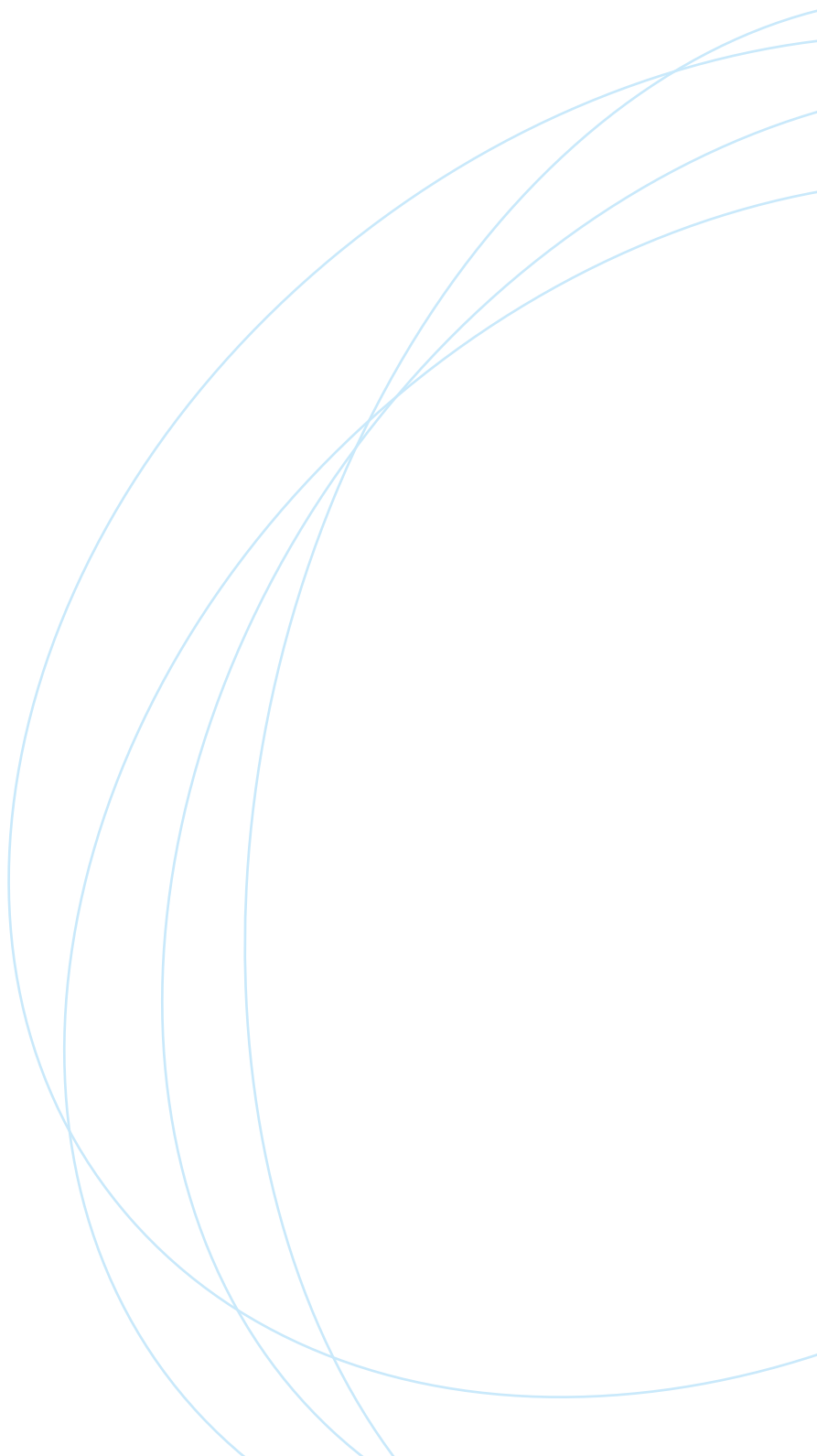
En outre, le LSAP s'engage à intégrer d'avantage l'éducation formelle et non formelle. Pour le LSAP, l'enseignement à temps plein et l'accompagnement à temps plein sont un élément clé de l'égalité des chances à l'école. Au niveau de l'éducation non-formelle, il importe de développer une offre de loisirs divers et enrichissants accessibles à tous les enfants, les jeunes et, le cas échéant, leurs familles. Ainsi, il faudra notamment garantir également un bon accès à la vie culturelle, p.ex. aux bibliothèques, aux musées et aux théâtres. La culture du « vivre ensemble » doit avoir une place prépondérante dans la société – e.a. par une meilleure participation à la vie locale et associative. Enfin, le système éducatif national doit se concentrer sur le bien-être des enfants et des jeunes.



Nous voulons nous assurer que les écoles luxembourgeoises offrent à chaque enfant les mêmes opportunités, quel que soit son milieu familial. Pour nous, cela passe par une réforme du programme et un élargissement des modules. Chaque enfant devrait avoir la possibilité de choisir les modules qui l'intéressent. Cela garantit également une meilleure orientation vers la bonne section. De plus, il doit être possible de recevoir un diplôme de fin d'école secondaire même si on ne maîtrise une langue moins bien. Les barrières linguistiques ne doivent pas conduire les élèves à quitter l'école sans diplôme.



Il est également plus susceptible d'intervenir plus tôt lorsque des problèmes surviennent à l'école. Malheureusement, aujourd'hui, il arrive souvent que les problèmes s'éternisent sur plusieurs années et s'accumulent au point de devenir un obstacle insoluble. Cela doit être évité. Dès que des problèmes sont identifiés, l'école, en collaboration avec les parents des enfants, doit élaborer des mesures de soutien appropriées et l'enfant concerné doit être étroitement pris en charge et accompagné. Ensuite, une aide aux devoirs digne de ce nom doit enfin être introduite dans les écoles. Pour le moment, il s'agit plus d'une surveillance des devoirs dans la plupart des cas. Un éventail plus large de cours d'alphabétisation dans d'autres langues peut également favoriser un démarrage réussi dans le parcours scolaire.



# Quelles sont vos priorités en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités touchant les enfants ?



Et gi vill Versäumnisser an der Sozialpolitik vu Gambia ze bekloen. D'Regierung huet et ganz allgemeng versäumt, Beschäftegter mat Kanner esou ze ënnerstëtzen, datt si iwwer d'Ronne kommen. Konsequenz: d'Aarmut zu Lëtzebuerg ass konstant an d'Luucht gaangen. Elengerzéiender si besonnesch heefeg vum Aarmutsrisiko betraff. Mee och aner Famillje mat spezifische Besoine sinn dacks an der Situatioun, datt si Ufroen op verschiddene Plaze musse maachen, fir vu bestëmmte Leeschtungen an Ënnerstëtzung profitéieren ze kënnen. D'ADR wäert den Zougang fir déi betraffe Leit vereinfachen (z. B. no der Iddi vun engem Guichet unique), zum anere garantéieren an um regionalen Niveau verbessern, andeems mir e flächendeckende Reseau vu Sozialbüroer konsequent ënnerstëtzen, de Personalschlëssel upassen an d'Hëllefsméiglechkeeten erweideren.

D'Schoulmaterial, besonnesch wat den techneschen Ekipement betrëfft, duerf net fir onfair Konditiounen am Bildungswiese suergen. All Kand muss beim Material, dat fir de Schoulunterrecht noutwenneg ass, iwwert dat néidegt an dat nämmelecht Material verfügen, wat iwwert d'Gemenge garantéiert gëtt. D'ADR ass awer der Meenung, datt d'Informatikmaterial vum Staat gestallt soll ginn, fir datt dësen Ekipement an alle Grondschoulen den

nämmechten ass an och net vum Gemengebudget ofhänkt. Iwwerdeems wäerte mir och déi finanziell Ënnerstëtzung fir schoulesch Leeschtungen, bzw. fir een absolviert Schouljoer, upassen an erhéijen.



Le CSV s'engage à mettre en place une garde équitable des enfants à domicile. Ainsi, le CSV apportera un soutien financier aux parents qui élèvent leurs enfants à la maison jusqu'à la scolarité obligatoire. Nous augmenterons les « baby-years » de 24 à 96 mois (4 ans). Cela inclut la période jusqu'au préscolaire (Précoce). Nous veillerons à ce que les enfants et les jeunes socialement défavorisés ne soient pas désavantagés sur le plan scolaire. En effet, le CSV mettra en place une véritable aide aux devoirs pour chaque enfant. Une aide aux devoirs qui soutient pédagogiquement les enfants. En outre, le CSV veillera à ce que tous les enfants et tous les jeunes reçoivent les mêmes opportunités d'éducation à l'école et en formation afin qu'ils puissent ensuite trouver un emploi. Ils doivent être soutenus selon leurs besoins personnels. De plus, le CSV mènera une politique fiscale favorable aux familles. Nous allons échelonner les allocations familiales et les ajuster régulièrement via l'indexation, ceci avec le but de réduire le risque de pauvreté des enfants. Nous soutiendrons également davantage les familles de trois enfants ou plus.



Den Aarmutsrisiko ass an de leschte Joren immens an d'Luucht gaangen zu Lëtzebuerg a Kanner a Jugendlecher sinn em heefegste betraff. Sief et de Bildungswee, déi berufflech Chancen oder d'Gesondheet - sozial Benodeelegung huet Folgen, a munchmol e Liewe laang. Dës Situatioun ass fir déi gréng net ze toleréieren. Mir müssen de sozialen Ausgläich a fair Chancë stäerken. déi gréng wëllen d'Bekämpfung vun der Aarmut an der Ongläichheet zu Lëtzebuerg zu enger Top-Prioritéit fir déi nächst Jore maachen. Virun allem déi strukturell Grënn müssen ugepaakt gi fir d'Kanner- an d'Jugendaarmut ze bekämpfen a fir Chancëgläichheet a sozial Gerechtegkeet ze garantéieren. Mir wëllen eng Gesamtstrategie zur Präventioun a Bekämpfung vu Kannerarmut erstellen, déi onofhängeg vun der Famijform d'Kanner am Fokus huet. Och wëlle mir eng Kannergrondsécherung an eng nei eegestänneg Leeschtung zesummeféieren an all Familienënnerstëtzen indexéieren. Déi emotional Prekaritéit bei armutsgefährdeten oder -betraffene Kanner musse mir ugoen, andeems zum Beispill Famillje mat spezifische Problemer zilgenau ënnerstëtzt ginn an andeems eng Ulafstell fir Famillje geschaf gëtt wou iwwert all Hëllefleschtungen informéiert gëtt.



Dans les dernières années, le gouvernement a introduit de nouvelles aides financières et avantages en nature pour soutenir les familles et surtout les ménages en risque de pauvreté : introduction du REVIS, ré-indexation de l'allocation familiale, services gratuits pour les élèves (accueil dans les crèches et maisons relais, repas dans les cantines scolaires, aide aux devoirs à domicile,...).

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est une priorité importante pour le DP. Nous sommes convaincus que l'égalité des chances dans l'enseignement joue un rôle primordial pour réduire les écarts sociaux et pour garantir à chaque enfant les meilleures perspectives. Par conséquent, nous allons continuer à investir dans l'accès équitable et la qualité de l'éducation formelle et non-formelle, en diversifiant l'offre et en garantissant à chaque enfant une place dans une structure d'éducation et d'accueil.

Nous allons également augmenter le montant de l'allocation familiale pour les enfants de plus de 12 ans.

De manière générale, le DP veut formuler un plan d'action national de lutte contre la pauvreté qui repose sur une coopération interministérielle étroite et une implication de tous les partenaires sociaux.



En matière de lutte contre la pauvreté des enfants, le LSAP plaide pour des mesures visant

à améliorer la situation sociale, matérielle et financière des familles.

D'un côté, nous voulons augmenter le salaire social minimum de 100€ et exonérer les revenus bas de l'impôt sur le revenu. Le LSAP a élaboré un projet pour réformer le système d'imposition et adapter les barèmes en vue de plus d'équité, prévoyant notamment une progression plus lente du taux d'imposition et une augmentation du taux d'imposition maximum.

Il est clair que les familles monoparentales, qui sont les plus exposées au risque de pauvreté, méritent une attention particulière. À court terme, nous prévoyons de réformer les classes d'imposition en vue de réduire la charge fiscale des familles monoparentales, alors qu'à moyen et long terme nous visons une individualisation de l'imposition. Un autre moyen pour mieux soutenir les familles monoparentales consisterait à introduire une allocation spécifique pour familles monoparentales, ainsi que, le cas échéant une allocation pour familles exposées au risque de pauvreté. Nous estimons par ailleurs qu'il convient de revoir et d'adapter les montants du revenu d'inclusion sociale (REVIS) afin que les ménages disposent au moins de ressources équivalentes au budget de référence calculé par le STATEC.

La lutte contre les inégalités passe également par plus d'égalité des chances dans les domaines de l'éducation formelle et non formelle. L'objectif principal de l'enseignement tout comme des structures d'éducation et d'accueil ainsi que de l'offre para- et périscolaire doit être la réalisation d'une véritable équité et égalité des chances.



Pour les pirates, cette pauvreté et ces inégalités doivent être combattues de différentes manières. Une réforme fiscale devrait soulager notamment les familles à faible revenu et les familles monoparentales de l'impôt. Ensuite, la politique scolaire doit devenir plus juste, où le contexte financier et linguistique de la famille ne détermine plus la réussite du parcours scolaire des enfants. De meilleures politiques sociales pourraient également aider les familles à faibles revenus, par exemple par le biais d'un crédit mensuel direct du crédit d'impôt monoparental (CIM).

# Allez-vous prendre des mesures pour promouvoir et protéger les droits des enfants réfugiés et migrants ?



Mir wëllen, datt et all Kand, dat zu Lëtzebuerg ass, sou gutt geet wéi méiglech, a mir maachen alles, fir hinnen d'Integratioun an d'Lëtzebuenger Gesellschaft an de Lëtzebuenger Schoulsystem ze erliichter.



Le CSV défend le droit fondamental d'asile et planifie à mettre en place un plan d'intégration. Le CSV structurera l'accueil des enfants réfugiés de manière logique et humaine. Nous poursuivons une politique de coopération avec cœur et esprit, une stratégie migratoire claire et cohérente. Le CSV est pour une réforme européenne solidaire des procédures d'asile. Nous soutenons le plan d'asile et migration actuellement en discussion au niveau de l'UE.

Le CSV veillera à ce que l'Europe ne devienne pas une forteresse fermée. Néanmoins, nous avons besoin d'une protection accrue aux frontières. Cependant, avec des portes ouvertes et des règles claires pour la migration légale. Nous voulons éviter le chaos aux frontières extérieures de l'Europe. Nous voulons prendre des mesures décisives contre l'immigration clandestine.



Kricher, Mënscherechtsverletzungen, Dürren, Hongersnéit, et gi vill Grénn wisou Mënschen gezwonge sinn hir Heemecht ze verlossen. déi gréng stinn fir eng humanitär a mënscherechtsbaséiert Geflüchtetepolitik an dat op nationalem an op internationalem Niveau. Mënscheliwwen mussen geschützt ginn, d'Integratioun vun de Schutzsichenden muss gefördert ginn an et muss een d'Fluchtursachen an den Hierkonftsregiounen wierksam bekämpfen. Dofir brauche mir eng realistesch an integratiionsorientéiert Politik. Besonnesch Kanner an hir Rechter musse verstärkt ënnerstëtzt a geschützt ginn. Generell solle kleng a mëttelgrouss Strukturen par rapport zu groussen privilegiéiert ginn, a kannerfrëndlech aménagéiert sinn. D'sozialpedagogesch Betreuung an d'Unzuel vum medezineschen ewéi psychologesche, souwéi psychotherapeuteschem Personal soll an de Strukturen verstärkt ginn. Och wëlle mir eng obligatoresch psychologesch Versuergungsënnersicherung fir geflüchtet Kanner ariichten fir e psychologesche Behandlungsbedarf sou fréi et geet ze erkennen. Am Beräich vun der Edukatioun ass et eis och wichteg datt d'Kueren fir geflüchtet Kanner souwäit et méiglech ass a Klassen a Gebaier ofgehale ginn wou regulär Schoulkueren ofgehale

ginn an datt d'Gemengen verstärkt bei der Inklusioun vun de Kanner ënnerstëtzt ginn. Onbegleet Mannerjäreger sinn an éischter Instanz Kanner a Jugendlecher, déi Ënnerstëtzung brauchen. Dofir wëlle mir e spezifesch Statut fir si aféieren, dee mat verbindleche Rechter verbonden ass, an d'Recht op Familienzuesummeferierung stäerken. Och solle spezifesch Wunnstrukture fir Persounen ouni Openthaltsgeneemegung geschaf ginn, wei z.B eng maison de retour fir Familljen.

## déi Lénk

Pas de réponse



Le DP défend une politique migratoire solidaire et efficace qui se base sur une coopération internationale étroite. Il importe que tous les États membres de l'Union Européenne œuvrent ensemble pour permettre une redistribution équitable des réfugiés. Nous nous engageons pour que les demandes des personnes en quête de protection soient traitées de manière rapide et efficace. Le regroupement familial doit être lié à des mesures d'intégration pour que les réfugiés peuvent activement participer à la société. En ce qui concerne les mineurs non-accompagnés (MNA), nous allons assurer l'efficacité du système actuel de prise en charge. Dès qu'un

MNA se signale ou est détecté sur le territoire du Luxembourg, le système de l'aide à la jeunesse devra assurer son accompagnement par un tuteur.

Nous sommes en faveur de l'idée de l'UNICEF consistant à faciliter l'accès au marché du travail aux demandeurs de protection internationale et surtout aux MNA dans l'âge de travail.

Le DP soutient également la demande de l'UNICEF d'interdire dans la loi la possibilité de rétention administrative d'enfants en situation de migration. Le placement en famille d'accueil pour les MNA ou la supervision en logement privé, tels que proposés par l'UNICEF sont des pistes que nous allons analyser. De manière générale, nous estimons que le système de Dublin doit être révisé et les expulsions doivent être prononcées et motivées sur base de raisons claires et concevables.

---

The logo for LSAP (Luxembourg Socialist Party) consists of the letters 'LSAP' in white, bold, sans-serif font, centered within a solid red square.

En général, le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant doit s'appliquer à toutes les décisions politiques et judiciaires et à tous les enfants.

Le LSAP veut revoir la prise en charge des mineurs non accompagnés, particulièrement en ce qui concerne leur accueil, le support pour le traitement de leur dossier, leur hébergement, leur statut ainsi que leurs droits.



Les Pirates sont d'avis que les enfants qui se sont réfugiés au Luxembourg (avec ou sans leurs parents) doivent en première ligne être traités comme des

enfants. Ainsi l'Office national de l'enfance doit être responsable pour l'accueil, la sécurité et le bien-être des enfants et non pas l'Office national de l'accueil.

Les Pirates exigent aussi que la détermination de l'âge des enfants ne se fait plus via un examen des zones intimes.

Cette méthode viole les droits de l'enfant. En plus, les Pirates demandent une interdiction du placement d'enfants dans des centres de rétention. Un centre de rétention n'est pas une place pour un enfant.



# Comment soutiendrez-vous la participation active des enfants et des jeunes au Luxembourg ?



Et ass noutwenneg, en adequat Ëmfeld ze schafen, fir datt déi Jonk sech hei am Land, a besonnesch och an hire Gemengen, wuelfillen. Nëmmen esou kann eng Participatioun um lokale gesellschaftleche Liewen, en Engagement an domat eng sozial Integratioun entstoen. Dëst ass och de Schlëssel zum gestärkte Bewosstsinn fir d'Benevolat. Et ass vu grousser Bedeitung fir eis Gesellschaft an d'sozial Kohesioun. Déi Jonk mussen eescht geholl a mat agebonne ginn.

Bei kommunalpoliteschen Decisiounen mussen déi Jonk aktiv mat bedeelegt ginn. Wann d'Gemeng de Jonken déi Méiglechkeet gëtt, da ginn hir Virstellungen, Bedierfnesser an Iddien an der Entwécklung vu kommunale Projete mat berécksiichtegt a verschafft. Esou gëtt och scho fréi e politescht a gesellschaftlecht Engagement ugereegt a gefërdert. Dëst ass wichteg, well déi Jonk vun haut sinn déi Erwuesse vu muer. Dofir wëlle mir, am Sënn vum Jugendparlament op nationalem Niveau, op Gemengniveau e Jugendgemengerot schafen, fir si esou un de kommunalen Entscheidungsprozesser ze bedeelegen.

D'Gemeng muss deene Jonke selbstverständlech e Jugendtreff oder -haus bereetstellen. Dobäi ass et wichteg, datt déi lokal Jugendorganisatiounen net just an d'Notzen, mee och an

d'Verwaltung vun där Struktur mat agebonne ginn.

Deene Jonken hir Zukunft ass der ADR immens wichteg. Dowéinst wëlle mir hiert Bewosstsinn fir d'Beruffswelt an hire Bildungswee stäerken. Mir suergen also dofir, datt iwwert de Jugendgemengerot an d'Jugendhaiser - an Zesummenaarbecht mat de Gemengeverwaltungen, den techneschen Déngschter, der Maison Relais an och mat de lokale Firmen - Aktivitéiten ugebuede ginn, déi deene Jonken en Abléck an d'Beruffswelt ginn. Heifir muss e qualitativt Konzept fir Projeten zur berufflecher Orientéierung mat de Gemengen ausgeschafft an ofgeschwat ginn.



Le CSV pense que chacun a droit au libre développement de sa personnalité. Tous les citoyens devraient avoir les mêmes chances de vivre leur vie et leurs rêves. Peu importe le sexe, la couleur de peau ou la religion.

Dans l'esprit d'une égalité des chances globale, nous continuerons à proposer des formations ciblées à l'école afin d'informer les étudiants sur ce sujet essentiel. Nous voulons contrecarrer les stéréotypes. Nous soutiendrons les choix de carrière autodéterminés à l'école au-delà des clichés de rôle.

Le CSV est pour une meilleure intégration des jeunes en recherche d'emploi sur le

marché du travail. Ainsi, nous favoriserons les stages en entreprise. Une véritable offre de formation doit être mise à la disposition des jeunes. Ils ne doivent pas être utilisés comme main-d'œuvre bon marché. Dans ce cadre, nous réviserons la législation sur le chômage de longue durée et évaluerons les mesures de promotion de l'emploi pour les jeunes.

De plus, le CSV militera pour une nouvelle politique jeunesse. Pour une politique spécifiquement adaptée aux jeunes. Pour une offre politique qui apporte une réelle participation des jeunes. Nous élargirons la coopération avec les associations de jeunesse et les organisations de jeunesse. Nous allons créer un cadre plus approprié pour la conférence nationale des étudiants. Tous les comités d'étudiants doivent pouvoir travailler dans des conditions identiques. Nous soutiendrons le bénévolat auprès des jeunes de manière globale et systématique. Nous élargirons et soutiendrons les maisons des jeunes et autres structures et organisations. Ces dernières devraient devenir des centres d'information où les jeunes peuvent obtenir des conseils et apporter leur contribution.

Pour les jeunes, il est important de discuter et débattre avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours. Pour le CSV, le Parlement des Jeunes mérite plus de reconnaissance au sein de notre société.



Kanner a Jugendlecher sollen déi beschéit Entwécklungsméiglechkeeten gebuede kréien an si sollen d'Méiglechkeet kréien sech un Entscheidungsprozesser ze bedeelegen. Mir wëllen Schülerkonferenzen, d'Jugendparlament a Politiksimulatiounen fërdere an doriwwe eraus sécherstellen datt Jugendlecher no hirer Meenung gefrot gi fir se besser kennen a politesch Entscheidungsprozesser anzebannen. Och wëlle mir den Zentrum fir politesch Bildung an aner demokratiefërdend Moosnamen ausbauen an der politescher Bildung vu Jugendlechen e méi héijen Stellwäert ginn. Zousätzlech sollen d'Schüler reegelméisseg d'Geleeënheet kréien pedagogesch Personal an engem konstruktive Kader ze evaluéieren, fir datt een d'Reckmeldungen besser afléisse ka loossen. Jugendhaiser sollen d'Méiglechkeete kréie Mentoring- a Coachingprogrammer unzebidden fir datt jonk Mënschen verstärkt gefërdert ginn a besser begleet an orientéiert kënnen ginn, a Veräiner solle méi finanziell Mëttel zur Verfügung gestallt kréien fir hir sportlech a kulturell Offeren ze ënnerstëtzen. Och am Aarbechtsberäich solle Jugendlecher e verbesserten Abléck kréien andeems zum Beispill d'Organisatioun vu Schnupperdeeg a Betriber a Verwaltungen vereinfacht ginn.

## déli Lénk

Pas de réponse

Le DP va promouvoir, en collaboration avec les communes, un développement systématique des maisons de jeunes. L'offre de ces structures doit permettre aux jeunes de développer leurs intérêts et d'acquérir des compétences sociales importantes pour l'avenir. Nous supportons la création de structures de participation telles que le conseil communal des jeunes, dans lesquelles les jeunes peuvent s'impliquer et apprendre à discuter ensemble. Nous sommes également conscients des nombreux atouts que les associations sportives, artistiques et culturelles peuvent apporter au développement des enfants et des jeunes. Pour cette raison, le DP va continuer à soutenir les associations dans leur travail en faveur de la jeunesse. Dans le domaine du sport, nous allons par exemple évaluer le dispositif du «Subside qualité+» et réfléchir sur une éventuelle hausse des subsides. Par ailleurs, nous encourageons l'engagement bénévole des citoyens dans des associations travaillant dans le domaine des jeunes, entre autres par l'introduction d'un cadre légal clair et précis pour les bénévoles.

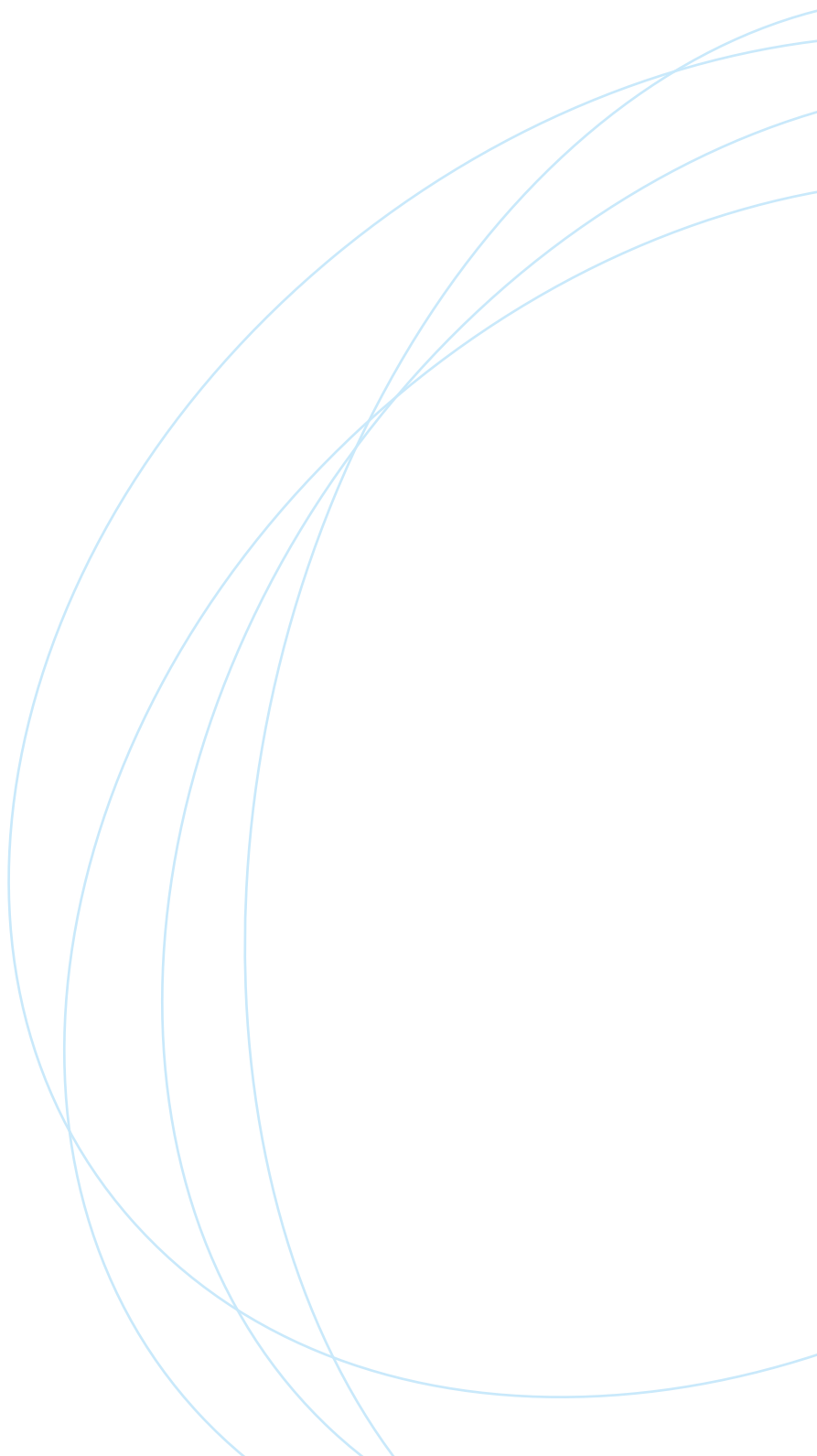
Le LSAP défend une participation politique active et inclusive, donnant la possibilité à tous les citoyens, quel que soit leur âge, d'être entendus et d'influencer les décisions qui les concernent. Ceci vaut d'autant plus pour les jeunes qui n'ont pas de véritable représentation, ni voix. La participation active des jeunes aux processus démocratiques est cependant cruciale pour la santé et la vitalité de notre

société. Les jeunes représentent une part importante de la population et, en tant que tels, ils doivent avoir la possibilité d'influencer sur les décisions qui affecteront leur vie et leur avenir.

Le LSAP veut renforcer la participation des jeunes au processus démocratiques en leur donnant la possibilité d'acquérir, de manière active, une meilleure compréhension des principes démocratiques et de l'importance de la participation citoyenne. Concrètement, le LSAP veut baisser l'âge électoral (volontaire) à 16 ans. Cela permettra d'inclure les jeunes dans le débat politique et de leur donner une voix. D'autre part, la création d'un Conseil des étudiants à l'échelle nationale, avec une voix consultative pour les projets liés à l'éducation nationale, garantira que les intérêts des étudiants soient toujours pris en compte. En ce qui concerne le Conseil National de la Jeunesse du Luxembourg (de Jugendrot), le LSAP continuera son soutien pour cette structure en tant qu'organisation parapluie des organisations de jeunesse du Luxembourg et mettra à disposition les ressources financières nécessaires pour le développement de son rôle de « youth advocacy ». Enfin, le LSAP encouragera les communes à organiser des Conseils communaux pour les jeunes dans les communes ainsi que des entrevues régulières avec le Conseil communal pour garantir que les voix des jeunes soient entendues au niveau local.

Nous soutiendrons la participation des enfants et des jeunes par la proposition proactive d'outils et de solutions. Concrètement,

nous prévoyons d'instaurer un conseil national de jeunes qui rassemblera un échantillon représentatif d'enfants et de jeunes pour débattre des défis auxquels les jeunes générations sont confrontées. Similaire à l'approche proposée par notre parti pour le conseil national de citoyens, le groupe fonctionnera de manière indépendante, choisira les sujets de discussion pertinents et proposera des solutions ou initiatives aux autorités politiques. Outre le conseil, nous soutenons la mise en place d'alternatives qui encouragent la participation citoyenne des jeunes générations, comme p.ex. des forums de discussion, des approches ludiques pour lancer un débat. Il s'agit de s'orienter aux besoins, intérêts et disponibilités des enfants et jeunes. En passant par l'approche proactive nous sommes convaincus de pouvoir assurer que chaque enfant et jeune peut exprimer librement son opinion sur les questions qui les concernent.



# Quelles sont vos propositions pour mener une politique de coopération internationale engagée pour les enfants ?



Mir verweisen an dësem Zesammenhang op d'UNO-Zousazprotokoll géint Mënschenhandel, d'UNO-Zousazprotokoll géint d'Schleisung vu Migranten an d'Europarotskonventioun géint Mënschenhandel. Als Partei triede mir derfir an, datt dës Verträge vun allen Ënnerzeechnerstaate rigouréis applizéiert ginn, an domat denke mir och ganz besonnesch un all déi Kanner, déi weltwäit Affere vu Mënschenhandel sinn.

D'UNO-Konventioun géint déi grenziwwerschreitend organiséiert Kriminalitéit, déi vun der UNO-Generalversammlung de 15. November 2000 ugeholl gouf an den 23. September 2003 a Kraaft getrueden ass, gëtt vun dräi Protokoller ergänzt: dem Protokoll géint Mënschenhandel, deen de 25. Dezember 2003 a Kraaft getrueden ass; dem Protokoll géint d'Schleisung vu Migranten um Land-, Loft- oder Séiwee, deen den 28. Januar 2004 a Kraaft getrueden ass, an dem Protokoll géint déi onerlaabt Produktioun an den onerlaabten Handel mat Schosswaffen, deen den 3. Juli 2005 a Kraaft getrueden ass. Souwuel d'UNO-Konventioun géint déi grenziwwerschreitend organiséiert Kriminalitéit wéi och déi 3 Zousazprotokoller goufe vun der Europäescher Unioun am Numm vun den EU-Memberstaate ratifizéiert.

Den Zousazprotokoll géint d'Schleisung vu Migranten

um Land-, Loft- oder Seewe verfollegt d'Zil, d'Schleisung vu Migranten ze verhënneren an ze bekämpfen an déi betreffend Zesummenaarbecht tëscht de Vertragsstaaten ze stäerken, awer och d'Rechter vun den „Affer“, also de geschleiste Migranten, ze schützen. D'Ënnerzeechnerstaate sinn dozou verflücht, déi folgend Handlungen (wa se ausgefouert goufen, fir materiell oder finanziell Virdeeler ze kréien) als Strofdoten ze sanktionéieren:

- d'Schleisung vu Migranten, dat heescht: et engem Migrant ze erméiglechen, illegal an ee Land anzereesen, an deem hie kee permanent Bleiwerecht huet;
- d'Beschafen, d'Bereetstellung, d'Produktioun oder de Besëtz vu gefälschte Rees- oder Identitéitsdokumenter;
- de Versuch, eng vun dësen Handlungen auszuféieren, oder d'Bedeedegung un enger vun dësen Handlungen, oder d'Beschafe vu Moyenen, fir eng vun dësen Handlungen auszuféieren.

D'Ënnerzeechnerstaate mussen doriwwe eraus déi folgend Ëmstänn als „circonstances aggravantes“ festleeën:

- Wann d'Liewen oder d'Sécherheet vun de betraffene Migranten a Gefor bruecht gëtt.
- Wann d'Migranten eng onmënschlech oder erniddregend Behandlung erdolden mussen oder ausgebeut ginn.

D'Länner sinn (am Fall vu Schleisung vu Migranten) dozou verflücht, hir Grenzkontrollen ze verstärken. Si mussen och d'Recht behalen, Persounen, déi un der Schleisung vu Migrante bedeelegt sinn, d'Areer ze verweigere.

Doriwwer eraus sinn d'Vetragsstaaten dozou verflücht, wa se iwweer Informatiounen oder speziell technesch Know-how verfüegen, fir dëst Wëssen un aner Länner, déi a besonneschem Mooss vu Schleisung betraff sinn, weiderzeginn.

D'Länner, déi d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, sinn op ville Pläng dozou verflücht, Moosnamen ze ergräifen, fir Schleisung ze verhënneren, zum Beispill duerch Opklärungsprogrammer an duerch eng ëmfaassend regional an international Zesummenaarbecht. Ee wichtege Passage vun der Konventioun betrëfft d'Reckféierung vu geschleiste Migranten. D'Ënnerzeechnerstaate mussen dofir suergen, datt déi geschleiste Migranten ënner mënschewierdegen Ëmstänn erëm an dat Land, wou si een „bleibendes Aufenthaltsrecht“ hunn, zeréckreesen kënnen.

Den Zousazprotokoll géint de Mënschenhandel verfollegt d'Zil, dee grenziwwerschreitende Mënschenhandel, besonnesch Fraen- a Kannerhandel, duerch organiséiert kriminell Gruppen ze verhënneren an ze bekämpfen, d'Affer ze schützen

an d'Zesummenaarbecht tëscht de Länner an deem Beräich ze stäerken. D'Vertragslänner sinn awer och dozou verflücht, d'Affer vu Mënschenhandel dobäi ze ënnerstëtzen, sécher an hiert Heemechtsland zeréckzekéieren oder sech an engem anere Land nidderzeloossen.

D'Konventioun vum Europarat géint de Mënschenhandel (Mee 2005) ass inhaltlech quasi identesch mam UNO-Zousazprotokoll géint Mënschenhandel. Den Haaptënnerscheed besteet doran, datt d'Europaratskonventioun op de Mënscherechter baséiert an den Afferschutz an de Mëttelpunkt stellt. All d'Europaratsmemberstaaten ausser Russland a Wäissrussland (!) hunn deen Text ënnerschriwwen. Ze mentionéieren ass, datt eng onofhängeg Expertegrupp (Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings „GRETA“) iwwer d'Ëmsetzung vun der Konventioun an de Vertragsstaate waacht.

D'ADR wëll och dogéint virgoen, dat Lëtzebuerg d'Kanneraarbecht subventionéiert. Dee Problem stellt sech besonnesch am Kongo, wou Kanner an ongesécherde Minnen en deel vun de Réimaterialie fir d'Elektromobilitéit ofbauen. Eiser Meenung no, däerf de Staat esou Zoustänn weder direkt nach indirekt favoriséieren.



Le CSV défend le droit fondamental d'asile et planifie à mettre en place un plan d'intégration. Le CSV structurera l'accueil des enfants réfugiés de manière logique et humaine. Nous poursuivons une politique de coopération avec cœur et esprit, une stratégie migratoire claire et cohérente.

Le CSV est pour une réforme européenne solidaire des procédures d'asile. Nous soutenons le plan d'asile et migration actuellement en discussion au niveau de l'UE.

Le CSV veillera à ce que l'Europe ne devienne pas une forteresse fermée. Néanmoins, nous avons besoin d'une protection accrue aux frontières. Cependant, avec des portes ouvertes et des règles claires pour la migration légale. Nous voulons éviter le chaos aux frontières extérieures de l'Europe. Nous voulons prendre des mesures décisives contre l'immigration clandestine.



Ongläichheeten a sozial Mësstänn hunn sech global verschäerft. Fir déi gréng kënnen déi aktuell an zukünfteg Erausforderunge wéi Ressourcekonflikter, Fluchtbewegungen an d'Folge vun der Klimakris nëmme grenziwwerschreidend geléist ginn. Fridden, Fräiheet an e wüdergt a séchert Liewe stinn alle Mënsche gläichermoossen zou, onofhängeg vun der Hierkonft oder hirem aktuelle Standuert. Mir setzen eis dofir weiderhi fir eng Zesummenaarbecht op internationalem Niveau an, fir zesummen dorun ze schaffen eng méi gerecht a sécher Welt fir all Mënsch ze schafen. Eng handlungsfäeg an demokratesch EU, mat enger staarker Stëmm an der Welt, an enger staarker Stëmm vu Lëtzebuerg sinn dofir eng Grondvoraussetzung. Mir wëlle weiderhin 1% vum nationale Bruttoakomes fir d'Entwécklungsarbecht notzen, eis ënnerhalb vun der EU an der OECD géint eng Verwässerung vun der Entwécklungspolitik a setzen an eis dofir staark maachen, datt Entwécklungsgelder an éischer Linn an eng

nohalteg Aarmutsbekämpfung fléissen. Eng gerecht Verdeelung vu Gelder an der Entwécklungsarbecht bedeit sécherlech och, an d'Gesondheet an Ausbildung vu Kanner ze investéieren, fir datt si fair Chancen op eng selbstbestëmmt a lieuwenswäert Zukunft kréien.

---

## déi Lénk

Pas de réponse

---



Le DP va maintenir l'objectif d'investir 1% de notre revenu national brut dans l'aide publique au développement. Nous donnons la priorité au continent africain, sans pour autant exclure l'ajout de nouveaux pays destinataires. Nous estimons toutefois que des règles plus strictes doivent être appliquées à l'avenir à l'égard des pays de destination existants qui ne respectent pas les principes élémentaires de l'État de droit.

Le DP partage le constat de l'UNICEF que la lutte contre la malnutrition infantile doit figurer parmi les priorités de l'aide publique au développement. De manière générale, nous allons continuer à investir dans l'amélioration des systèmes de protection sociale de nos pays partenaires afin de réduire les inégalités et la pauvreté touchant particulièrement les enfants et les jeunes. Nous voulons également fortifier les droits de l'enfant au niveau international, entre autres en soutenant des associations œuvrant dans ce domaine. Pour le DP, le respect des droits de l'homme est une priorité absolue. Toute pratique hostile à l'égard des femmes et des jeunes filles est à condamner.

Le LSAP s'engage fermement à poursuivre l'objectif principal de contribuer à la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté extrême à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

Pour atteindre cet objectif, le LSAP veut continuer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) qui lui sont associés. Suivant le principe consistant à « ne laisser personne pour compte » (leaving no one behind), le LSAP tient à poursuivre les quatre thématiques prioritaires de la stratégie générale de la coopération luxembourgeoise « En route pour 2030 », dont le renforcement de l'intégration socio-économique des femmes et des jeunes. Dans ce contexte, le renforcement des systèmes de formation professionnelle et l'artisanat ainsi que le renforcement de l'employabilité doivent continuer à figurer parmi les actions de la politique de coopération au développement luxembourgeoise.



Une politique de coopération internationale doit viser soit une aide ponctuelle en cas de crise soit un projet de développement qui aident les familles à améliorer eux même leur vie. Une politique de coopération pour les enfants doit donc majoritairement investir e.a. dans la construction et le maintien d'écoles, la formation des jeunes et aussi l'éducation sexuelle. Le but d'une telle coopération doit être l'égalité des chances entre les genres ainsi que l'échange entre les enfants de différentes nations. Un échange entre les

enfants leur aide à comprendre les doléances et coutumes des autres et vise une plus grande tolérance vis-à-vis d'un monde qu'on n'a pas connu avant.

## Herausgeber

UNICEF Luxembourg a.s.b.l.  
(N°RCS: F553)  
6, rue Adolphe Fischer  
L-1520 Luxembourg  
Tel.: (+352) 44 87 15  
Fax: (+352) 45 53 14  
E-Mail: [contact@unicef.lu](mailto:contact@unicef.lu)  
Web: [www.unicef.lu](http://www.unicef.lu)

## Social Media

© unicefluxembourg  
f unicefluxembourg  
in unicef luxembourg

## Date de parution

09/2023

## Rédaction

UNICEF  
Textes provenant des partis politiques

## Design

101

## Layout

Mirko Baretti  
Paul Heber

